



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 2 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19 novembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Site sis**

Lieu dit La Cussonnerie  
86300 Paizay-Le-Sec

Références : 2025 1443 UbD 16-86 Env 86  
Code AIOT : 0100300862

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 novembre 2025 dans l'établissement Brugier Alain VHU implanté Lieu dit La Cussonnerie 86300 Paizay-le-Sec. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à une précédente visite d'inspection, le 7 octobre 2025, le propriétaire du terrain devait régulariser sa situation administrative en déposant un dossier d'Enregistrement pour la rubrique 2712 et/ou de Déclaration pour la rubrique 2713 ou en cessant ses activités d'entreposage.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Lieu dit La Cussonnerie 86300 Paizay-le-Sec
- Code AIOT : 0100300862
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- entreposage de VHU relevant de la rubrique 2712, sans enregistrement

- transit, regroupement de déchets de métaux relevant de la rubrique 2713, sans déclaration

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Exploitation d'une installation soumise à enregistrement	Code de l'environnement du 26/11/2025, article L. 512-7 / R. 543-155-1	Demande de justificatifs	1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Exploitation d'une installation soumise à déclaration	Code de l'environnement du 26/11/2025, article L.512-8

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait le choix de cesser ses activités en évacuant tous les VHU et dépôts de différents déchets, pneus, métaux. La parcelle du propriétaire n'accueille plus d'activité relevant de la législation des ICPE. L'Inspection des Installations Classées (IIC) attend cependant les documents relatifs à l'enlèvement des VHU avant de clôturer l'affaire.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Exploitation d'une installation soumise à enregistrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/11/2025, article L. 512-7 / R. 543-155-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>article L. 512-7 du code de l'environnement</p> <p><i>I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. [...]</i></p> <p>article R. 543-155-1 du code de l'environnement</p> <p><i>Les installations qui ne sont pas enregistrées au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées ne peuvent réceptionner de véhicules hors d'usage.</i></p> <p><i>Toutefois, les centres VHU titulaires d'un agrément délivré avant le 1er janvier 2025 qui ne sont pas soumis à enregistrement au titre de la rubrique mentionnée au précédent alinéa peuvent réceptionner des véhicules hors d'usage, tant que cet agrément n'est pas retiré ou suspendu dans les conditions</i></p>

prévues à l'article R. 515-38.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 12 novembre 2025, l'exploitant (propriétaire du terrain) avait transmis à nos services, un courrier stipulant qu'il ne voulait pas déposer de demande d'Enregistrement pour la rubrique 2712 et qu'il ferait évacuer les carcasses de voitures au plus tôt.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant fait constater qu'une dizaine de véhicules a été évacuée, selon lui par des organismes agréés, et par l'exploitant lui-même.</p> <p>L'exploitant informe que les derniers véhicules seront évacués sous peu.</p> <p>Ceux-ci représentent moins de 100 m<sup>2</sup> d'entreposage, soit une surface inférieure au seuil de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra fournir les certificats de destruction et d'enlèvement par un organisme agréé des derniers véhicules restants et fera parvenir des photos du terrain afin de clôturer l'affaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Exploitation d'une installation soumise à déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/11/2025, article L.512-8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.</i></p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 12 novembre 2025, l'exploitant a transmis à nos services un courrier stipulant qu'il ne voulait pas déposer de demande de Déclaration pour la rubrique 2713.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant fait constater qu'il a évacué du terrain tous les métaux ferreux et non ferreux.</p> <p>L'IIC propose de clôturer ce point de l'affaire, le site ne relevant plus de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement pour la rubrique 2713.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite